

Direction principale de l'administration

PAR COURRIEL

[REDACTED]

Le 17 mai 2024

[REDACTED]

N/Réf. : ACC-5956

Objet : Avis de réception et réponse à votre demande d'accès en vertu de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (ci-après la « *Loi sur l'accès* »)

[REDACTED]

La présente fait suite à votre demande d'accès reçue par courriel le 15 mai 2024, laquelle se lit comme suit :

« M. Trudel,

Serait-il possible d'avoir accès au nombre de plaintes déposées par des personnes de la communauté LGBTQ+ auprès de la Commission pour le motif de discrimination à la location d'un logement basé sur l'orientation sexuelle, l'identité de genre. J'aimerais le pourcentage de ce nombre de plaintes sur le nombre total de plaintes déposées pour motif de discrimination à la location d'un logement. Le tout annuellement, depuis 2018.

Merci d'avance pour le traitement de ma demande.

Très bonne journée à vous ! »

(Nos soulignements)

Après analyse et vérifications, nous vous référons aux données concernant les dossiers ouverts selon le secteur d'activité (notamment le logement) et le motif de discrimination (notamment l'orientation sexuelle et l'identité de genre) publiées dans les rapports d'activités de gestion depuis 2018 (art. 1, 13 et 15 de la *Loi sur l'accès*).

Vous trouverez ci-bas les tableaux extraits des rapports d'activités de gestion depuis 2018.

2018-2019

Le tableau suivant donne un aperçu des dossiers de plaintes ouverts en matière de droits de la personne. Il présente les plaintes par secteur et par motif de discrimination. De plus, à titre indicatif, nous présentons aussi les données des deux années précédentes.

Tableau 5 – Dossiers ouverts selon le secteur d'activité et le motif de discrimination – droits de la personne

Motif	Secteur					Total			
	Travail	Logement	Acte juridique/biens et services	Accès aux transports et lieux publics	Autre	2018-2019	2018-2019 en %	2017-2018 en %	2016-2017 en %
Âge	32	11	5	4	1	53	9%	8%	9%
Antécédents judiciaires	43	0	0	0	0	43	7%	8%	6%
Condition sociale	4	10	1	0	0	15	2%	4%	3%
Convictions politiques	4	0	2	1	1	8	1%	1%	1%
État civil	7	5	3	0	0	15	2%	2%	3%
Grossesse	18	2	1	1	0	22	4%	4%	3%
Handicap	128	6	53	34	3	224	36%	38%	39%
Identité ou expression de genre	7	0	4	0	3	14	2%	1%	1%
Langue	8	1	2	0	0	11	2%	1%	1%
Orientation sexuelle	1	1	0	0	4	6	1%	2%	1%
Race, couleur, origine ethnique ou nationale	45	16	22	16	47	146	24%	26%	24%
Religion	7	1	4	4	3	19	3%	2%	4%
Sexe	19	1	4	0	0	24	4%	2%	5%
Autre*	0	0	0	0	14	14	2%	1%	1%
Total	323	54	101	60	76	614	100 %	100 %	100 %
Pourcentage 2018-2019	53 %	9 %	16 %	10 %	12 %	100 %			
Pourcentage 2017-2018	53 %	8 %	17 %	14 %	8 %	100 %			
Pourcentage 2016-2017	57 %	11 %	18 %	11 %	3 %	100 %			
2008-2009 (il y a 10 ans)	50 %	6 %	18 %	9 %	17 %	100 %			

*Nouveaux dossiers ouverts et en traitement à l'étape de la recevabilité. Ils ne sont pas encore classés selon le motif de discrimination.

Source : https://www.cdpdj.qc.ca/storage/app/media/publications/RA_2018_2019.pdf (à la page 29)

2019-2020

Tableau 4 - Dossiers ouverts selon le secteur d'activité et le motif de discrimination - droits de la personne

Motif	Secteur					Total			
	Travail	Logement	Acte juridique/biens et services	Accès aux transports et lieux publics	Autre	2019-2020	2019-2020 en %	2018-2019 en %	2017-2018 en %
Âge	30	8	4	0	1	43	6	9	8
Antécédents judiciaires	56	0	0	0	0	56	8	7	8
Condition sociale	2	8	3	3	0	16	2	2	4
Convictions politiques	3	0	1	0	1	5	1	1	1
État civil	4	1	1	0	0	6	1	2	2
Grossesse	26	0	3	1	0	30	4	4	4
Handicap	99	7	68	46	13	233	35	36	38
Identité ou expression de genre	2	0	2	3	0	7	1	2	1
Langue	4	0	4	0	0	8	1	2	1
Orientation sexuelle	8	0	2	0	3	13	2	1	2
Race, couleur, origine ethnique ou nationale	58	12	34	14	76	194	29	24	26
Religion	9	2	2	4	2	19	3	3	2
Sexe	26	0	3	2	1	32	5	4	2
Autre*	0	0	0	0	11	11	2	2	1
Total	327	38	127	73	108	673	100	100	100
Pourcentage 2019-2020	49	6	19	11	16	100			
Pourcentage 2018-2019	53	9	16	10	12	100			
Pourcentage 2017-2018	53	8	17	14	8	100			
2009-2010 (il y a 10 ans)	44%	8%	18%	12%	19%	100%			

*Nouveaux dossiers ouverts et en traitement à l'étape de la recevabilité. Ils ne sont pas encore classés selon le motif de discrimination.

Avec 49% de l'ensemble des dossiers de discrimination ouverts, le secteur du travail est bon premier dans le total des plaintes traitées. Les deux motifs les plus souvent invoqués dans l'ensemble des dossiers sont le handicap (35%) suivi de la race, la couleur, l'origine ethnique ou nationale (29%). Puisque près de la moitié des plaintes de discrimination proviennent du secteur du travail, il est intéressant de présenter une répartition des 327 nouveaux dossiers ouverts dans ce secteur selon les sous-secteurs d'activité auxquels ils se rattachent.

Source : https://www.cdpdj.qc.ca/storage/app/media/publications/RA_2019_2020.pdf
(à la page 21)

2020-2021

En matière de droits de la personne, le tableau suivant présente le motif de discrimination et le secteur d'activité associés aux dossiers de plaintes ouverts. De plus, à titre indicatif, nous présentons aussi les données des deux années précédentes.

Tableau 4 – Dossiers ouverts selon le secteur d'activité et le motif de discrimination – droits de la personne

Motif	SECTEUR					TOTAL			
	Travail	Logement	Acte juridique / biens et services	Accès aux transports et lieux publics	Autre	2020-2021	2020-2021 en %	2019-2020 en %	2018-2019 en %
Âge	49	15	7	13	0	84	11%	6%	9%
Antécédents judiciaires	27	0	1	0	0	28	3%	8%	7%
Condition sociale	1	9	2	1	5	18	2%	2%	2%
Convictions politiques	3	0	2	3	0	8	1%	1%	1%
État civil	7	4	4	1	0	16	2%	1%	2%
Grossesse	22	1	0	0	0	23	3%	4%	4%
Handicap	87	10	53	123	14	287	37%	35%	36%
Identité ou expression de genre	4	0	7	0	1	12	1%	1%	2%
Langue	8	1	3	2	1	15	2%	1%	2%
Orientation sexuelle	6	4	1	1	5	17	2%	2%	1%
Race, couleur, origine ethnique ou nationale	66	15	44	13	85	223	28%	29%	24%
Religion	2	1	7	1	1	12	2%	3%	3%
Sexe	14	0	4	1	5	24	3%	5%	4%
Autre*	0	0	1	0	15	16	2%	2%	2%
Total	296	63	136	159	132	783	100%	100%	100%
Pourcentage 2020-2021	38%	8%	17%	20%	17%	100%			
Pourcentage 2019-2020	49%	6%	19%	11%	16%	100%			
Pourcentage 2018-2019	53%	9%	16%	10%	12%	100%			
2010-2011 (il y a 10 ans)	46%	10%	23%	14%	7%	100%			

*Nouveaux dossiers ouverts et en traitement à l'étape de la recevabilité. Ils ne sont pas encore classés selon le motif de discrimination.

Source : <https://www.cdpcj.qc.ca/fr/nos-services/activites-et-services/rapport-annuel-de-gestion-2020-2021> (à la page 22)

2021-2022

Tableau 3 – Dossiers d'enquête ouverts selon le secteur d'activité et le motif de discrimination

MOTIF	SECTEUR					2021-2022	2021-2022 (%)	2020-2021 (%)	2019-2020 (%)
	Travail	Logement	Acte juridique/biens et services	Accès aux transports et aux lieux publics	Autre				
Âge	20	9	7	2	2	40	8%	11%	6%
Antécédents judiciaires	29	0	0	0	0	29	6%	3%	8%
Condition sociale	1	15	1	2	0	19	4%	2%	2%
Convictions politiques	0	1	0	0	0	1	0%	1%	1%
État civil	4	2	4	1	0	11	2%	2%	1%
Grossesse	10	0	0	0	0	10	2%	3%	4%
Handicap	49	3	48	87	10	197	38%	37%	35%
Identité ou expression de genre	3	1	1	0	0	5	1%	1%	1%
Langue	6	0	5	0	0	11	2%	2%	1%
Orientation sexuelle	3	1	2	0	1	7	1%	2%	2%
« Race », couleur, origine ethnique ou nationale	34	7	41	5	51	138	27%	28%	29%
Religion	4	0	4	0	3	11	2%	2%	3%
Sexe	12	0	6	0	3	21	4%	3%	5%
Autre*	0	0	0	0	12	12	2%	2%	2%
Total	175	39	119	97	82	512	100%	100%	100%
2021-2022 (%)	34%	8%	23%	19%	16%	100%			
2020-2021 (%)	38%	8%	17%	20%	17%	100%			
2019-2020 (%)	49%	6%	19%	11%	16%	100%			
2011-2012 (il y a 10 ans) (%)	48%	10%	18%	14%	10%	100%			

* À noter que les dossiers d'enquêtes ouverts ne sont pas nécessairement des plaintes reçues durant la même année de référence.

Source : <https://www.cdpcj.qc.ca/fr/nos-services/activites-et-services/rapport-annuel-2021-2022> (à la page 16)

2022-2023

Tableau 3 Dossiers d'enquête ouverts selon le secteur d'activité et le motif de discrimination

Motif	Secteur					2022-2023	2022-2023 (%)	2021-2022 (%)	2020-2021 (%)
	Travail	Logement	Acte juridique/ Biens et services	Accès aux transports et aux lieux publics	Autre				
Âge	27	9	4	6	0	46	6%	9%	11%
Antécédents judiciaires	46	0	0	0	0	46	6%	6%	3%
Condition sociale	2	29	6	1	1	39	5%	5%	4%
Convictions politiques	3	0	2	0	1	6	1%	0%	1%
État civil	10	5	1	1	1	18	2%	2%	2%
Grossesse	15	2	3	2	0	22	3%	2%	3%
Handicap	87	12	107	92	13	311	40%	37%	36%
Identité ou expression de genre	2	0	7	0	0	9	1%	1%	1%
Langue	2	1	1	0	0	4	1%	2%	2%
Orientation sexuelle	3	1	3	2	0	9	1%	2%	2%
« Race », couleur, origine ethnique ou nationale	63	17	83	18	41	222	28%	29%	30%
Religion	8	1	3	2	1	15	2%	2%	2%
Sexe	19	0	6	4	3	32	4%	4%	3%
Total**	287	77	226	128	61	779	100%	100%	100%
2022-2023 (%)	37%	10%	29%	16%	8%	100%			
2021-2022 (%)	33%	11%	23%	20%	14%	100%			
2020-2021 (%)	39%	10%	17%	20%	15%	100%			
2017-2018 (il y a 5 ans)	52%	10%	16%	15%	7%	100%			

* À noter que les dossiers d'enquêtes ouverts ne sont pas nécessairement des plaintes reçues durant la même année de référence. Il est également important de noter que la Commission a modifié cette année la manière de calculer le nombre de dossiers d'enquête qui incluent désormais tous les dossiers ayant été jugés recevables. Les données du tableau 3 ne peuvent donc pas être comparées avec les données d'un rapport antérieur.

** Le total exclut les dossiers d'exploitation.

Source : <https://www.cdpcj.qc.ca/fr/nos-services/activites-et-services/rapport-annuel-2022-2023> (à la page 15)

ACC-5956
Le 17 mai 2024

17

En terminant, nous joignons copie des articles mentionnés ci-dessus ainsi que l'avis de recours en révision devant la Commission d'accès à l'information prévu à la *Loi sur l'accès*.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de nos sentiments distingués.



Jean-François Trudel
Responsable de l'accès aux documents
et de la protection des renseignements personnels

JFT/np

p. j.

Loi sur l'accès aux documents des organismes publics
et sur la protection des renseignements personnels

1. La présente loi s'applique aux documents détenus par un organisme public dans l'exercice de ses fonctions, que leur conservation soit assurée par l'organisme public ou par un tiers.

Elle s'applique quelle que soit la forme de ces documents: écrite, graphique, sonore, visuelle, informatisée ou autre.

13. Le droit d'accès à un document produit par un organisme public ou pour son compte et ayant fait l'objet d'une publication ou d'une diffusion s'exerce par consultation sur place pendant les heures habituelles de travail ou à distance ou par l'obtention d'informations suffisantes pour permettre au requérant de le consulter ou de se le procurer là où il est disponible.

De même, le droit d'accès à un document produit par un organisme public ou pour son compte et devant faire l'objet d'une publication ou d'une diffusion dans un délai n'excédant pas six mois de la demande d'accès, s'exerce par l'un ou plusieurs des moyens suivants:

- 1° la consultation sur place pendant les heures habituelles de travail ou à distance;
- 2° l'obtention d'informations suffisantes pour permettre au requérant de le consulter là où il est disponible ou de se le procurer lors de sa publication ou de sa diffusion;
- 3° le prêt du document, à moins que cela ne compromette sa publication ou sa diffusion.

Le présent article ne restreint pas le droit d'accès à un document diffusé conformément à l'article 16.1.

15. Le droit d'accès ne porte que sur les documents dont la communication ne requiert ni calcul, ni comparaison de renseignements.